

Tunisie : L'AN II ! La lente et difficile marche vers la démocratie...

Personne ne contestera le fait que le Printemps arabe a été l'événement majeur de 2011. Mais qu'en est-il aujourd'hui, début 2013 ? Les avis sont partagés, à ce propos. Dans de nombreuses capitales arabes on parle d'un hiver islamiste et d'une régression sociétale. Une chose est certaine: le monde arabe va continuer à faire parler de lui durant l'année qui s'annonce.

L'évolution de nombreux pays comme L'Égypte, La Lybie ou bien encore la Syrie... Tout comme sera suivie l'évolution de la Tunisie où la polarisation de la vie politique entre partisans et adversaires de La Troïka¹ au pouvoir – c'est d'ailleurs ce que recherche ce parti depuis février 2011 – peut mener au pire.

Premier parti à l'issue du scrutin à l'assemblée constituante du 23 octobre 2011, mais minoritaire dans l'absolu, Ennahdha qui a obtenu 89 sièges sur 217 fut contraint de constituer une coalition avec deux partis de considérés avant 2011 de « centre gauche ».

Le poids de la troïka au sein de l'assemblée passe progressivement de 63,59 % des sièges à 56,68 % après l'enregistrement de plusieurs démissions / défections chez les deux partis satellites des islamistes :

- Ennahdha compte 89 députés et seize ministres ;
- Ettakatol compte initialement vingt députés (sept ont quitté le parti) et cinq ministres ;
- Le Congrès pour la République compte initialement 29 députés (quatorze ont quitté le parti) et quatre ministres.

« Le doute caractérisant le paysage politique en Tunisie s'est transposé à l'Assemblée nationale constituante (ANC) avec, notamment, une défection de 23 députés parmi les 49 que possèdent les alliés d'Ennahdha au sein de la Troïka gouvernante, d'où une recomposition des équilibres entre les blocs politiques. Les équilibres établis à la sortie des urnes le 23 octobre 2011 ont été chambardés, à la suite des multiples migrations des constituants entraînant, entre autres, l'affaiblissement des deux alliés d'Ennahdha, le CPR et Ettakatol, ...Le CPR, deuxième force électorale le soir du 23 octobre avec 29 sièges, ne dispose plus que de 15 constituants. La scission du groupe Wafa d'Abderraouf Ayadi lui a fait perdre 14 membres. Pour sa part, Ettakatol n'a désormais plus que 12 sièges alors qu'il en avait 20 au départ. Ebranlée par ces secousses, la Troïka gouvernante qui avait 138 élus lors de sa constitution, soit près des deux tiers des 217 membres, ne dispose plus que de 115 voix potentielles. Pire encore, il lui est arrivé de ne pas parvenir à réunir les 109 voix nécessaires à la majorité absolue, comme ce fut le cas lors du vote sur l'instance provisoire de la magistrature». ²

¹ La **troïka** est une coalition rassemblant trois partis représentés à l'assemblée constituante tunisienne dans le but de former une majorité stable : Ennahdha, Ettakatol b et Le Congrès pour la République .

² Tunisie - Le véritable nouveau poids de la Troïka à l'Assemblée constituante ,
<http://www.businessnews.com.tn/> (23/11/2012)

Bipolarisation à la Tunisienne

Les observateurs de la situation tunisienne constatent que Le paysage politique est en passe de se bipolariser entre le parti islamiste Ennahdha et ses satellites salafistes voire fondamentalistes d'un côté et Nida Tounes, le conglomerat politique résultant de la fusion de plusieurs partis et de fait la machine à absoudre les intellectuels et les politiques jadis entichés du régime fort de Ben Ali, de l'autre côté.

De ce fait ; aujourd'hui En Tunisie, chacun est donc prié de choisir son camp: l'islamisme soft à la sauce Ennahdha ou la nostalgie du régime fort et des hommes d'Etat à l'ancienne que laisse miroiter Nida Tounes. Souvent le choix se porte par la négative, les détracteurs de l'islamisme se rallient à Nida Tounes et ceux qui sont vigilants face la refondation politique se jettent dans les bras d'Ennahdha espérant que les islamistes fassent le nettoyage qu'ils ont promis de la scène politique.

Situation sociale explosive :

Deux ans se sont écoulées suite à la fuite du président déchu Ben Ali. Le constat est sans appel :le gouvernemet issu de la constituante a été et est encore incapable de répondre aux espoirs et aux attentes populaires suscitées par la « révolution » ! Le pays navigue à vue. Les objectifs de recouvrement de la dignité et de la liberté individuelle sont loin d'être atteints. La violence politique est légion, la division règne dans le pays ...

Après le départ forcé du président déchu ben Ali, la « révolution » n'ayant résolu aucun des maux du pays, l'euphorie fut donc de courte durée : la corruption n'a pas disparu, Le nombre de chômeurs a quasiment doublé (les 490 000 chômeurs de 2010 sont plus de 800 000). Fin décembre 2012 touche presque 20% de la population active-, pire encore le chômage des jeunes, atteint le chiffre de 42%. Les plus pauvres subissent cet état de fait encore plus que les autres, or, un Tunisien sur cinq vit dans la grande précarité, d'où, de nombreuses localités comme à Siliana, des contestations et des manifestations voire des affrontements de grande intensité avec les forces de l'ordre.

Dans la vie de tous les jours tout semble s'être détérioré depuis la prise de contrôle par les islamistes des services fondamentaux de l'Etat : les poubelles ne sont plus ramassées régulièrement, les coupures d'eau, d'électricité et de gaz sont de plus en plus fréquentes. Comme si un but conscient ou inconscient est recherché : faire disparaître l'Etat en montrant son « inutilité » voire son incompétence³.

³ cf. «L'affaire de la Zitouna: quand l'Etat capitule devant la société»,

<http://www.businessnews.com.tn/>, 11 mai 2012.

Pour Samy Ghorbal, «Ennahdha n'a en réalité qu'un seul adversaire: l'Etat, l'Etat moderne, centralisé, envahissant, détourné de ses finalités véritables. L'Etat moderne bourguibien est un Etat réformateur, qui agit sur la société pour la transformer. Or, aux yeux des islamistes, l'Etat n'a pas vocation à transformer ou à réformer la société. Il a, au contraire, vocation à conserver. C'est un Etat conservateur, un Etat gardien. Gardien de l'identité et de la religion. Gardien de l'ordre moral et de la tradition»

Le climat social est également marqué par les grèves sauvages. Ce qui a eu pour conséquences le départ de nombreuses entreprises étrangères pourvoyeuses d'emplois : En 2011, la baisse Investissements étrangers directs (IED) est énorme autour de 30 % alors que jusqu'à 2010 les IED permettaient de créer annuellement 25% de tous les nouveaux emplois.

La Tunisie deviendra-t-elle le premier exemple arabe de la «démocratie islamiste» ?

Aujourd'hui, fragilisés par les énormes difficultés économiques et sociales de la Tunisie, les islamistes essaient de faire passer en force leurs principes afin d'empêcher tout retour en arrière et instaurer une république islamique...voire un Califat ! Le combat qu'ils espèrent gagner se situe aujourd'hui sur des sujets insensés pour nous en Europe : rétablissement de la polygamie ou de la nécessité de l'excision clitoridienne, fin de la mixité dans le système éducatif...Mais la société civile veille à préserver les acquis de la Tunisie moderne : C'est le combat quotidien mené aussi bien par les intellectuels, les artistes, les femmes et surtout la puissante centrale syndicale l'UGTT.⁴

Les islamistes qui sont au pouvoir tout en étant minoritaires, ont un objectif politique très clair : faire adopter une constitution ayant la charia pour norme et comme source unique du droit. Alors, la Tunisie sera-t-elle ce premier laboratoire arabe de la «démocratie islamiste»? Pour cela, un seul impératif : gagner les prochaines élections, élections dont les dates ont été maintes fois repoussées...finalement annoncées pour fin juin 2013. Dossier à suivre...

Abderrazak HALLOUMI

⁴ Lire l'article sur [www. Jeuneafrique.com](http://www.Jeuneafrique.com) : L'UGTT fait de la résistance (25/12/2012)

Lire également <http://www.kapitalis.com/> Tunisie : L'Etat, l'Uggt et la violence ou la triple erreur d'Ennahdha! (25/12/2012)